

L'IMAGINAIRE d'une relation : l'« Orient compliqué » du Quai d'Orsay

Jacques Tarnero

Auteur de deux films *Autopsie d'un mensonge* portant sur le négationnisme (2000) et *Décryptage* (2003) sur les représentations d'Israël, précédemment Chargé de recherches au CNRS.

Comment le regard de la France sur « l'Orient compliqué » a-t-il évolué ? Sur quel imaginaire s'est fondée sa politique étrangère ? A quels impératifs a-t-elle obéi ? A quels vents de

l'histoire ? A des caprices de prince en goguette ? A quels coups d'éventail ? Comment est-elle pensée ? Avec quels mots a-t-elle dit son projet ? L'espace du Proche Orient possède cette qualité rare d'offrir ce mélange d'épices divers ajoutés au fil des siècles et des années. Du royaume franc des Croisés à la châteline d'un Liban imaginaire, le Levant a été l'objet de politiques dont les raisons échappent encore à la raison. Quelle continuité y a-t-il entre les sympathies pro israéliennes de la IV^e République, leur retournement sous De Gaulle, une proximité forte de Mitterrand avec les choses juives, un penchant manifeste pour la cause arabe et Arafat en particulier sous Chirac puis la proximité de Sarkozy pour Israël ? Comment cette histoire sinusoidale s'inscrit-elle dans la continuité du lien qui relie la France avec la « Terre Sainte », avec le « Levant » avant qu'il ne se nomme « Proche Orient » ? A partir de quel substrat d'imaginaire, ce qu'il est convenu de nommer le « Quai d'Orsay » a-t-il fabriqué la politique étrangère de la France ?

L'objet du présent article n'est pas de proposer une analyse de la politique étrangère de la France au Proche Orient ni une étude historique de cette dernière. Il ne s'inscrit pas dans le registre de la science politique mais plutôt dans le registre d'analyse des signes culturels qui l'entourent. Les politiques ne sont pas le fruit du hasard ni le seul résultat de projets ou de visions. Elles correspondent aussi à des moments, à des trajets historiques, à des fantasmes reconduits, à des passions recuites, à des frustrations non apaisées. Ce sont ces interférences qui sont ici abordées d'une manière non exhaustive.

De Châteaubriand ou Lamartine à Aubin de la Messuzière et de Villepin en passant par Maurice Couve de Murville, l'Orient est pour la France un objet de fascination. Qui, de Louis Massignon, Benoist-Meschin, Vincent Monteil ou Jean Genet a le plus enchanté la « politique arabe de la France » ? De quel imaginaire s'est elle nourrie ? Quel fut le regard de la diplomatie française sur cet « Orient compliqué » ? Il semble bien que cette diplomatie ait obéi à des raisons peu raisonnables, ambivalentes ou contradictoires où le rapport particulier de la France aux choses arabes et à l'islam croise ou télescope le rapport aux Juifs. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, puis la naissance de l'Etat d'Israël, l'histoire contemporaine a considérablement surdéterminé cette relation. Et pour cause : ce sont les passions françaises qui s'y projettent. Le Proche Orient est la scène privilégiée où de vieilles passions se jouent et se rejouent. Ce sont deux dettes symboliques qui oblitèrent la relation de la France avec cette région du monde. Vichy et le sort fait aux Juifs d'une part et d'autre part la guerre d'Algérie et ses parts d'ombre oeuvrent en filigrane de toutes les attitudes, styles, décisions politiques de la France dans le rapport qu'elle a développé soit avec Israël, soit avec le monde arabe, le Maghreb et l'Algérie en particulier et à plus forte raison avec les Palestiniens. Sur ce terrain plein de pièges actuels et de chausse-trappes mémorielles, les occasions pour le Quai d'Orsay de prendre ses pieds dans le tapis des divers refoulements et transferts ne vont pas manquer.

La publication en décembre 2008 dans le journal *Le Monde* (daté du 10 décembre 2008) d'un article de M. Yves Aubin de la Messuzière, ancien directeur « Afrique du Nord – Proche Orient » au Quai d'Orsay, appelant la France à un dialogue avec le Hamas a rappelé, si besoin était, la vitalité de la toujours présente « politique arabe de la France ». Le souci de la cause palestinienne reste un enjeu majeur dans le jeu d'échecs diplomatique, Union pour la Méditerranée oblige. A quelles considérations obéissent ces discours qu'on pensait disparus ?

Que nous dit M. de la Messuzière ? Que le Hamas a changé en bien, qu'il « a significativement évolué sur le plan idéologique. Il ne ferait plus référence à sa charte d'inspiration islamiste radicale (qui n'appelle ni à la destruction d'Israël ni à l'extermination des Juifs, mais contiendrait des références antisémites sur le thème de la conspiration

globale qui aurait permis la création de l'Etat hébreu). Quand on les encourage à l'abolition de cette charte (rédigée en 1987), les leaders du mouvement répondent que celle-ci "n'a pas été adoptée par une instance du Hamas" et que leurs "seules références sont la plate-forme électorale et le programme de politique générale", présenté par Ismaël Haniyeh lors de son investiture par le Parlement palestinien en janvier 2006 ». « Que l'on qualifie le Hamas de "terroriste" ou de "résistant", le mouvement est devenu la partie centrale du conflit avec Israël. Le mouvement islamiste, durablement présent, politiquement et socialement dans les territoires, sera partenaire du processus de paix » et Aubin de la Messuzière d'ajouter « Un document officiel publié par le bureau politique du mouvement à Damas, suite aux entretiens de Jimmy Carter avec son responsable Khaled Mechaal en avril, l'atteste. Il y est fait référence à un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et à l'acceptation d'un accord de paix négocié par l'Autorité palestinienne à la condition qu'il soit approuvé par référendum. Les dirigeants à Gaza m'ont dit avoir approuvé ce texte, "en interne" pour ménager les radicaux dont l'influence grandit depuis l'été. Leur récente prise de contrôle de la quasi-totalité des ONG du territoire a eu pour conséquence de transformer Gaza en "Hamastan" et de conforter l'émergence de deux entités palestiniennes ».

Ainsi la conception gaulliste puis giscardienne puis enfin chiraquienne du rôle de la France au Proche Orient possède-t-elle toujours ses supporters. La période mitterrandienne avait-elle corrigé ce tropisme ? En apparence et dans ses premiers moments la politique étrangère incarnée successivement par Claude Cheysson, Roland Dumas puis Hubert Védrine prétendait à l'équilibre. Cependant, très rapidement cet Etat dans l'Etat, qu'est le Quai d'Orsay devait retrouver ses vieilles attirances. Tiers-mondiste affirmé, Cheysson va développer une rhétorique fascinée par un Sud dont la cause est juste par nature. Védrine, plus adepte de savants calculs géostratégiques, visionnaire d'un long terme rêvé, homme de gauche à sang froid, préféra la rationalité de ses élaborations à l'irrationalité des faits. Dans la version orientale du poker menteur, les règles de logique ne font pas toujours gagner la partie. Lionel Jospin devait en faire les frais caillassés lors de sa visite à l'Université Bir-Zeit en février 2000 pour avoir osé nommer le Hezbollah « organisation terroriste ». Jacques Chirac devait vertement le rappeler à l'ordre. Les pires jets de pierre ne vinrent pas du côté palestinien. Roland Dumas pour sa part ne devait pas faillir à ses sympathies passées. L'ancien avocat de Mgr Capucci et des causes arabes en général, va développer pour une antipathie déclarée à l'égard d'Israël. Accablant Israël de tous les maux de l'Orient, Roland Dumas aura été le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement de gauche qui va être au plus près de la tradition de la « politique arabe » de la France promue par De Gaulle. Bien plus il sera l'avocat zélé du colonel Khadafi autant que l'intermédiaire accort du régime des mollahs iraniens.¹

Le retour sur les anciennes positions du Quai d'Orsay, de l'ancien Directeur « Afrique du Nord – Proche Orient » du Ministère des Affaires étrangères, ne surprend pas. Il correspond donc à la traditionnelle conception d'un « Levant » où serait toujours vive la position de la France, « éternelle protectrice » (dans les mots, mais velléitaire dans les faits), des Lieux Saints chrétiens dans le monde arabe. Cette vision qui privilégie une relation chaleureuse avec les parties arabes ou islamistes les plus radicales de ce monde s'accompagne d'une hostilité à peine feinte à l'égard d'Israël. Cet Etat trouble-fête est un intrus dans l'échiquier rêvé du Quai d'Orsay. Monsieur de la Messuzière a un mentor : Dominique de Villepin ne déclarait-il pas que l'espérance de vie de cet intrus durerait ce qu'avait duré le royaume Franc de Jérusalem ? (2)

Cette vision du monde a une histoire et ce rappel rapide nous renseigne sur plusieurs éléments qui méritent d'être approfondis : la persévérance au sein du Quai d'Orsay, d'une idéologie d'ancien régime, nostalgique d'un pouvoir diplomatique échappant à tout contrôle démocratique, la persistance au sein de ce lobby d'une hostilité structurelle à Israël en tant qu'élément allogène pour la région du « Levant », la fascination pour un monde arabe imaginaire, séducteur malgré son hostilité à l'Occident et à la France en particulier. Cette relation à la réalité du Proche Orient obéit-elle aux regards froids d'une quelconque réal-politique ou bien reste-t-elle d'abord soumise à une vision idéologique, à un rapport esthétique ?

Un texte fondateur : la conférence de presse de De Gaulle

Le 27 novembre 1967, au cours d'une conférence de presse mémorable, le Général de Gaulle va donner le « la » de cette pensée politique :

« L'établissement, entre les deux guerres mondiales, car il faut remonter jusque-là, l'établissement d'un foyer sioniste en Palestine et puis, après la Deuxième Guerre mondiale, l'établissement d'un Etat d'Israël, soulevait, à l'époque, un certain nombre d'appréhensions. On pouvait se demander, en effet, et on se demandait même chez beaucoup de Juifs, si l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu des peuples arabes qui lui étaient foncièrement hostiles, n'allait pas entraîner d'incessants, d'interminables, frictions et conflits. Certains mêmes redoutaient que les Juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles. Cependant, en dépit du flot tantôt montant, tantôt descendant, des malveillances qu'ils suscitaient dans certains pays et à certaines époques, un capital considérable d'intérêt et même de sympathie

s'était accumulé en leur faveur, surtout, il faut bien le dire dans la Chrétienté ; un capital qui était issu de l'immense souvenir du Testament, nourri par toutes les sources d'une magnifique liturgie, entretenu par la commiseration qu'inspirait leur antique malheur et que poétisait, chez nous, la légende du Juif errant, accru par les abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la Deuxième Guerre mondiale et grossi, depuis qu'ils avaient retrouvé une patrie, par leurs travaux constructifs et le courage de leurs soldats. C'est pourquoi, indépendamment des vastes concours en argent, en influence, en propagande, que les Israéliens recevaient des milieux Juifs d'Amérique et d'Europe, beaucoup de pays, dont la France, voyaient avec satisfaction l'établissement de leur Etat sur le territoire que leur avaient reconnu les Puissances, tout en désirant qu'ils parviennent, en usant d'un peu de modestie, à trouver avec leurs voisins un "modus vivendi" pacifique.

Il faut dire que ces données psychologiques avaient quelque peu changé depuis 1956 ; à la faveur de l'expédition franco-britannique de Suez, on avait vu apparaître, en effet, un Etat d'Israël guerrier et résolu à s'agrandir. C'est pourquoi, d'ailleurs, la V^e République s'était dégagée, vis-à-vis d'Israël, des liens spéciaux et très étroits que le régime précédent avait noués avec cet Etat et s'était appliquée, au contraire, à favoriser la détente dans le Moyen-Orient. (...)

Enfin, nous nous refusions à donner officiellement notre aval à son installation dans un quartier de Jérusalem dont il s'était emparé et nous maintenions notre ambassade à Tel-Aviv.

D'autre part, une fois mis un terme à l'affaire algérienne, nous avons repris avec les peuples arabes d'Orient la même politique d'amitié, de coopération, qui avait été pendant des siècles celle de la France dans cette partie du monde et dont la raison et le sentiment font qu'elle doit être, aujourd'hui, une des bases fondamentales de notre action extérieure.

Bien entendu, nous ne laissons pas ignorer aux Arabes que, pour nous, l'Etat d'Israël était un fait accompli et que nous n'admettrions pas qu'il fût détruit. (...)

Hélas ! le drame est venu. Il avait été préparé par une tension très grande et constante qui résultait du sort scandaleux des réfugiés de Jordanie, et aussi d'une menace de destruction prodiguée contre Israël. Le 22 mai, l'affaire d'Akaba, fâcheusement créée par l'Egypte, allait offrir un prétexte à ceux qui rêvaient d'en découdre. Pour éviter les hostilités, la France avait, dès le 24 mai, déclaré à M. Eban, ministre des Affaires étrangères d'Israël, que je voyais à Paris. Si Israël est attaqué, lui dis-je alors en substance, nous ne le laisserons pas détruire, mais si vous attaquez, nous condamnerons votre initiative. Certes, malgré l'infériorité numérique de votre population, étant donné que vous êtes beaucoup mieux organisés, beaucoup plus rassemblés, beaucoup mieux armés, que les Arabes, je ne doute pas que, le cas échéant, vous remporteriez des succès militaires, mais, ensuite, vous vous trouveriez engagés sur le terrain, et au point de vue inter-

national, dans des difficultés grandissantes, d'autant plus que la guerre en Orient ne peut pas manquer d'augmenter dans le monde une tension déplorable et d'avoir les conséquences très malencontreuses pour beaucoup de pays, si bien que c'est à vous, devenus des conquérants, qu'on en imputerait peu à peu les inconvénients.

On sait que la voix de la France n'a pas été entendue. Israël ayant attaqué, s'est emparé, en six jours de combat, des objectifs qu'il voulait atteindre. Maintenant, il organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour, il qualifie de terrorisme. »

Si nous présentons un aussi long extrait du texte du propos de De Gaulle, c'est bien parce qu'il constitue la matrice de ce que le Quai d'Orsay va développer comme politique étrangère sous les Présidents qui vont suivre, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand pour partie. L'hommage lyriquement paradoxal que De Gaulle rend au peuple juif reste celui qui fera dire à Raymond Aron que « *le temps du soupçon* » était bien advenu pour les Juifs : avant d'avoir été « *sûrs d'eux mêmes et dominateurs* » les Juifs n'avaient pas manqué de « *susciter de la malveillance dans certains pays et à certaines époques* ». Symétriquement la sémantique choisie de De Gaulle pour décrire le sort des populations arabes est porteuse d'une empathie non feinte. La guerre d'Algérie est bien finie. Le souverain De Gaulle ne supporte pas d'avoir été désobéi, mais plus profondément ne reproche-t-il pas aux Juifs de ne plus être errants, d'avoir bâti un Etat, d'avoir dérogé à leur statut de victime, d'être devenus vainqueurs ? En reconquérant Jérusalem, les Juifs n'ont-ils pas usurpé un contrôle sur la ville sainte ? Sans doute n'ont-ils pas su faire « *preuve de modestie* » suffisante.

Pour le fervent lecteur des *Mémoires d'outre tombe*, qu'était le Général, le récit du *Voyage en Terre Sainte* (3) de Chateaubriand servait il seulement de référent littéraire ? « *Tout ce qu'on dit de la passion des Arabes pour les contes est vrai. (...) Après avoir parlé beaucoup ensemble, ces Arabes tombèrent dans le silence à l'exception du sheik. Ses compagnons l'écoutaient dans une attention profonde, tantôt poussant un cri d'admiration, tantôt répétant avec emphase les gestes du conteur. (...) J'avais sous les yeux les descendants de la race primitive des hommes, je les voyais avec les mêmes mœurs qu'ils ont conservé depuis les jours d'Agar et d'Ismaël ; je les voyais dans le même désert qui leur fut assigné par Dieu en héritage. Je les rencontrais dans les champs de Gomorrhe encore fumants de la colère de Jéhovah et que consolèrent ensuite les merveilles miséricordieuses de Jésus Christ. (...) Ce qui distingue surtout les arabes des peuples du Nouveau Monde, c'est qu'à travers la rudesse des premiers on sent quelque chose de délicat dans leurs mœurs : on sent qu'ils sont nés dans cet Orient d'où sont sortis tous les arts, toutes les sciences toutes les religions (...) En un mot tout annonce chez l'Américain le sauvage qui n'est point encore parvenu à l'état*

de civilisation, tout indique chez l'Arabe, l'homme civilisé retombé dans l'état sauvage. » Si la politique étrangère de la France avait eu besoin d'un inspirateur, Chaateaubriand était déjà là pour lui souffler ses deux principes : rejet de l'Amérique (*sauvage*) et rapprochement avec le monde arabe (*civilisé*).

Une vision diplomatique inspirée

De cette inspiration exotico romantique, une politique va naître : « *la Politique arabe de la France* ». Cette expression désigne une ligne stratégique de la diplomatie française et de sa politique étrangère qui pendant près de trente ans, va se traduire par une grande sollicitude à l'égard du monde arabe. Absence de pétrole hexagonal et besoin de main d'œuvre à vil prix oblige, la modernité industrielle de la France se fera grâce à ces deux facteurs : énergétique et humain. Dès lors la bienveillance pour les régimes arabes, qu'ils soient féodaux ou révolutionnaires sera une constante de la politique du Quai d'Orsay. Débarrassée du fardeau algérien, la France des trente glorieuses va aussi bâtir sa richesse de cette relation. L'hostilité plus ou moins déclarée à l'égard d'Israël et du sionisme en constituera le pendant symétrique. A quand remonte cette politique ? Pourquoi ? La « politique arabe de la France » n'a pas attendu la création d'Israël, et elle s'inscrit dans une tradition anti-juive profondément installée au cœur d'une vieille tradition diplomatique de la France.

La guerre des Six Jours va constituer le grand tournant opportun de la politique française envers l'Etat juif, autrefois considéré comme « *l'ami et l'allié* » de la France, et soudainement devenu le gêneur... Depuis la fameuse déclaration du général De Gaulle de novembre 1967 jusqu'aux propos de salon d'un ambassadeur de France sur le « petit Etat de m... », l'opposition à Israël est devenue un pivot central de la politique étrangère française.

L'historien anglais David Pryce-Jones, dans son livre « *Un siècle de trahison. La diplomatie française et les Juifs 1894-2007* » (Denoël. 2007) aborde cette question avec une nouvelle approche : celle des relations entre le Quai d'Orsay et les Juifs. Dans son introduction, Pryce Jones énonce son projet : « *La notion de politique arabe de la France a pris une importance démesurée dans la conduite de la diplomatie française depuis De Gaulle* », mais « *rien n'a été écrit sur la manière dont les diplomates français ont perçu les Juifs en tant que Juifs* ». Il montre que la politique française dans la région a sans doute été déterminée par le regard porté par les hommes du Quai d'Orsay sur les Juifs et le peuple d'Israël. Pryce Jones présente quelques acteurs de cette politique étrangère de la France depuis un siècle.

Les descriptions des Juifs sous la plume des diplomates français, qui « aiment à se piquer de littérature » – comme fait remarquer Pryce-Jones avec ironie – ne souffrent d'aucune ambiguïté. Ils anticipent ce qui se lira plus tard dans

Gringoire et de la presse de Vichy. Ainsi, Jules Laroche, ambassadeur de France à Varsovie dans les années 1930, parle des « *Juifs malpropres* » qui « *grouillent dans les villages polonais* », et affirme qu'en Pologne. « *le seul moyen à utiliser contre les Juifs paraît être le pogrome* »... Les citations de ce type sont nombreuses, tirées des archives du Ministère des Affaires étrangères et révèlent un état d'esprit : celui des plus éminents représentants du Quai d'Orsay, qui occupent les postes traditionnellement réservés aux représentants de l'aristocratie française. L'élite de la France d'avant-guerre, celle dont le sang bleu nourrit la particule patronymique, fonctionne à la manière de l'Etat major du temps de l'affaire Dreyfus : le Juif, « antinational » par essence n'y a pas sa place.

Ainsi depuis la fin du XIX^e siècle et jusqu'à nos jours les préjugés antijuifs des hommes du « *Quai* » ont joué un rôle essentiel dans la détermination de la politique française au Moyen-Orient et expliquent l'attitude de la diplomatie française à l'égard du mouvement sioniste. La rivalité franco-britannique, après la dislocation de l'Empire Ottoman, renforce cette attitude. Alors que l'Angleterre, avec la Déclaration Balfour, apporte son soutien – très tactique et ponctuel – au mouvement sioniste, et cherche à placer ses pions dans la région, la diplomatie française regarde avec suspicion l'essor des premières colonies juives en Palestine. Ce regard myope des diplomates français prive la France de potentielles positions avantageuses dans le jeu d'échecs du Moyen-Orient. Cette attitude va perdurer après la création de l'Etat d'Israël, que la France – après une brève lune de miel, celle de la IV^e République – considérera toujours comme un « *Etat de fait* » voué à disparaître.

Louis Massignon, l'inspirateur islamo-chrétien du rejet d'Israël

Cette inspiration a un apôtre : Louis Massignon. La place fait défaut pour traiter de la complexité mystique de sa pensée. Avec Charles de Foucault, il va conduire sur les cailloux d'Arabie ou du Sahara ce chemin de rencontre entre islam et christianisme. C'est un itinéraire amoureux du désert qui va l'illuminer cependant cette fascination pour l'islam s'accompagne d'un corollaire : le rejet d'Israël comme empêcheur de la rencontre entre Orient et Occident, entre christianisme et islam. Cet agent d'influence du Quai d'Orsay jouera pour la France avant l'indépendance d'Israël, le rôle d'un Lawrence auprès de l'Angleterre. Il faut relire Massignon pour prendre la mesure de sa contestation essentielle du droit d'Israël :

« Il y a, naturellement, des sentinelles de l'Irgoun, pour veiller à la place des Franciscains, sur la Crypte de l'Annonciation, sur le lieu où le coeur simple d'une jeune Juive de quinze ans a conçu le Salut du monde... Je voudrais croire à un minimum de "respect tactique" de l'Irgoun pour cette Crypte. Mais il me rappelle le "respect" anticlérical

cal de ce factionnaire français au Saint-Sépulcre, en 1918, qui disait, à la relève, avec son accent faubourien : "Il faudrait tout de même savoir qui c'était, ce nommé Jésus-Christ ?" C'est bien le même manque de pudeur, et rien n'est plus poignant. Et, à Nazareth, l'insulte du doute est pire qu'au Saint-Sépulcre : parce que c'est mieux et plus qu'un berceau, c'est là où tout commence, pour chacun de nous... Le Sionisme, qui néglige la sainte liturgie hébraïque, ne comprend pas qu'en prenant Nazareth avec ses mains sanglantes, il imite, au fond, Antiochus ou Pompée cherchant le Dieu auquel ils ne croyaient pas, derrière le voile du Temple. Qu'y trouvera-t-il ? puisqu'il n'y a plus rien, lui avoue la chrétienté moderne. Le malheur, c'est que les conditions, pour trouver la source de vie éternelle, n'ont pas changé. Tout chrétien, pour oeuvrer le salut commun, doit "rentrer dans le sein de sa Mère", comme Jésus disait à Nicodème, et se faire Nazaréen, "Nasrânî", comme nous appellent, très justement, les Musulmans, Arabes et non-Arabes. Pèlerins, citoyens spirituels de Nazareth, nous ne sommes pas quittes envers Celle qui y habite toujours, par Sa grâce, tant que nous ne lutterons pas pour son indépendance. Tant que le peuple hébreu doutera de l'honneur de Marie, nous, chrétiens, Nazaréens, ne pourrions croire à ses assurances "tactiques" de respect pour notre foi, qu'en manquant de vénération filiale ; j'en appelle à tous les fils d'adoption que Jésus a donnés à cette Mère sur le Calvaire. Je n'essaie pas de pénétrer les motifs du silence que gardent, devant la prise de Nazareth, les chefs, quels qu'ils soient de la chrétienté. Est-il décent, pour des fils, de laisser prendre les clés, les portes de la maison de leur Mère par des parents à Elle, qui l'ont reniée de son vivant, et n'ont pas encore reconnu qu'Elle était, et est toujours innocente et pure ; en cette Palestine où, depuis treize siècles, la présence mystérieuse de l'Islam arabe demande à Israël de le reconnaître avec lui. Ni en Palestine, ni ailleurs, le monde n'aura de paix dans la justice tant qu'Israël ne révisera pas le procès de la Mère de Jésus ; au bout d'un an, il faut le redire ; et tous les efforts d'hommes justes comme Jules Isaac et Sholem Asch, pour faire admettre Jésus comme martyr en Israël, se heurtent à cette question préalable. La prise de Nazareth prouve qu'Elle a, hélas !, beaucoup "à y voir". Devant la Crypte de l'Annonciation, le Sionisme se heurte au Quatrième commandement du Décalogue. "Honore ton père et ta mère", si tu veux vivre. Honore les vrais parents du Messie, l'Esprit de Dieu, et la Vierge d'Israël. » (La vie franciscaine 1948)

Louis Massignon a déjà tout compris du « péché originel d'Israël ». Avec Vincent Mansour Monteil il sera un farouche opposant à Israël au nom d'un déni religieux du droit des Juifs à la construction d'un Etat. Autour d'un comité France Islam, il convainc la diplomatie française de l'importance du maintien des lieux saints chrétiens sous autorité française car « l'Etat sans messie d'Israël » ne saurait leur imposer un contrôle. Animé d'une haine anti américaine féroce contre la « technique yankee », Massignon va laisser des traces non négligeables au sein de cette frange de diplomates ou de chrétiens orientalistes qui de l'abbé Pierre au père

Lelong contestent à Israël un autre rôle que celui de rassembler des « *banquiers sans patrie qui se sont servis de l'impérialisme anglo-saxon* ».

Glissements politiques : « islamo progressistes » contre « sionistes »

C'est à gauche (pour un temps limité) que la sympathie pour Israël est la plus vive à la naissance de l'Etat juif en 1948. Pour le Parti Communiste c'est la victoire des victimes du nazisme qui donne sens à ce soutien. Les Juifs communistes sont nombreux à tout niveau de responsabilité dans l'appareil du Parti. Engagés dans la Résistance au sein de la MOI, rejoindre les rangs du PCF paraît d'une logique évidente, une autre manière d'être juif. C'est Florimond Bonte (député communiste) qui salue avec chaleur et emphase la naissance d'Israël à la tribune de l'Assemblée Nationale. Sous la IV^e République, la relation privilégiée qui se noue entre la SFIO et les Travailleurs israéliens n'est pas seulement due à la proximité idéologique de leurs camps politiques. Une alliance d'intérêts stratégiques les rapproche. Nasser aide le FLN algérien et c'est bien à un ennemi commun que la France et Israël font la guerre de Suez en 1956. Cependant les pressions américano-soviétiques obligent à un retrait et c'est le premier triomphe de Nasser fondé sur une défaite militaire. De l'aventure de Suez va naître une autre sympathie : celle d'une partie de la droite pour cet Etat qui sait si bien s'y prendre avec les Arabes. Dans l'Algérie française où l'antisémitisme virulent avait porté à la mairie d'Alger un antijuif déclaré, Max Régis, les Pieds-Noirs vouent à Israël une sympathie inédite. Ce courant pro-Algérie française qui dénonçait les Juifs et Mendès-France « bradeur d'empire », animé par un commissaire d'extrême droite, Dides, évolue : elle reste antisémite tout en vouant à Israël une admiration non feinte. Pour une partie de l'armée française, Israël est un modèle à suivre et c'est bien de cette époque que, grâce à l'aide de la France, Israël acquiert des capacités nucléaires d'armement. Shimon Peres a ses entrées au Ministère de la défense et la coopération militaire franco-israélienne est à son plus haut niveau jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie. La suite est connue. 1967 casse le statut symbolique d'Israël : l'Etat des vaincus s'est transformé en Etat des vainqueurs. La guerre des six jours et son lot de victoires va devenir le fardeau symbolique d'Israël. Pour n'être plus conforme à l'image que l'on espérait qu'il conservât, la sympathie a muté. Fondée au départ sur la compassion pour les victimes, puis pour l'admiration pour les guerriers courageux, elle va se transformer en réprobation pour les occupants. En fait s'opère alors un transfert de référents symboliques et d'affects que les moments de l'histoire du Proche Orient ne vont pas démentir : le conflit israélo arabe devient la scène où se projettent les passions refoulées des Européens. Tous les mots employés pour commenter ce conflit disent cela : « génocide », « occu-

pation », « colonisation », « holocauste », renvois à Auschwitz, à la Shoah, à la révolte du ghetto de Varsovie, mise en équivalence du sort des juifs durant la seconde guerre mondiale et sort des palestiniens etc etc.

C'est donc bien autour du signe juif et d'Israël que s'affirment de nouveaux clivages. Ils vont partager la pensée de droite comme celle de gauche. Ces clivages vont développer un nouveau lexique idéologique. A partir de 1967 et au gré de ses différentes phases, le conflit israélo arabe puis israélo palestinien, va constituer le cœur des passions idéologiques de la France. Le souci de raison et de justice porté par les *Temps modernes* qui publient l'été 1967 un numéro spécial consacré au conflit israélo arabe est rarement partagé. La double parole présentée de manière juxtaposée et équilibrée où intellectuels israéliens et arabes dialogues à travers une vitre sans tain, restera comme un exceptionnel moment d'espoir. Les efforts similaires de Clara et de Marek Halter à travers leur revue, *Éléments*, resteront mineurs. Le gauchisme de l'après 68 s'y engouffre avec jubilation. La cause palestinienne devient LA cause des peuples. Elle éclipse toutes les autres luttes d'émancipation ou de décolonisation. Paradoxalement l'idéologie libertaire de 68 développe à l'égard de la Palestine la même cécité que le PCF à l'égard de l'URSS. Un avenir radieux chasse l'autre tandis que personne ne pointe l'étonnante convergence de points de vue de la politique étrangère de la France avec les solidarités arabes d'extrême gauche. Les mots pour nommer les choses mutent : le qualificatif « sioniste » glisse définitivement dans la catégorie repoussoir des abjections fascistes. Durant la guerre civile libanaise (1975 – 1990), le journal *Le Monde* nomme ainsi les protagonistes : les « islamo-progressistes » combattent les « chrétiens conservateurs » (bien évidemment alliés d'Israël). Les chrétiens (conservateurs) du village de Damour massacrés (le 28 janvier 1976) par les Palestiniens (progressistes) ont bien évidemment compris qu'ils ne correspondaient pas aux normes politico-morales du « journal de référence »... Seul le massacre du camp palestinien Tâl el Zaatar (aout 1976) commis par les chrétiens aidés par les syriens, devait susciter la solidarité de la pensée progressiste : Marc Kravetz dans *Libération* ira jusqu'à comparer les acteurs aux combattants de la guerre d'Espagne. Si les chrétiens étaient les franquistes, qui étaient leurs alliés nazis ? En 1975 l'ONU consacre la disqualification du sionisme. Une motion votée par l'assemblée générale l'assimile au racisme. La liste des faits est trop longue pour tous les rappeler. C'est bien par cette criminalisation sémantique progressive que la cause d'Israël, le signifiant « Israël » est devenu un objet d'infamie. L'antisémitisme est devenu la doxa du progressisme.

Esthétique d'une mutation : mensonge juif et beautés arabes

Sur cette toile de fond politique vont se greffer d'autres éléments à la fois culturels

et comportementaux aidés par la diffusion dans l'air du temps du « *il est interdit d'interdire* » de 68. La mise à mal des certitudes par l'esprit libertaire s'en prend à ce qui est présenté comme autant de dogme dont il serait bon de se défaire. Les vérités officielles devraient être contestées justement parce qu'officielles. Toute une production littéraire ou filmique va y contribuer. La réédition à la fin des années 70 d'écrivains collaborationnistes et leur valorisation sous le seul angle de leur qualité littéraire va contribuer à rendre artificiel le sort des Juifs sous le nazisme. Le film de Liliana Cavani, *Portier de nuit* renverse les rôles avec perversité : le camp de concentration devient un lieu de plaisirs sado-masochistes tandis que le film de Daniel Schmidt, *L'ombre des anges*, tiré d'une pièce de théâtre de RW Fassbinder, fait du Juif un immonde promoteur immobilier sadisant une prostituée tuberculeuse, fille d'un SS travesti ! On aurait pu dire trop, c'est trop ! On aurait pu rire de ce salmigondi ! Bien au contraire l'intelligentsia se pâme devant la « beauté glauque » de ces « œuvres crépusculaires »... Hélas n'est pas Céline qui veut. C'est par ces détours que la pensée négationniste va creuser son sillon. La perception d'Israël comme produit indirect de la shoah se transforme dès lors que la réalité de la shoah est elle même mise en cause. Les adeptes du négationnisme vont ainsi élargir leur spectre. Roger Garaudy mais aussi les ultra libertaires de la *Vieille Taupe* vont trouver y une aubaine idéologique. La première guerre du Liban (1982) va constituer la première grande bouffée déli-rante antijuive massive depuis la fin de la seconde guerre mondiale. « Les Palestiniens dans Beyrouth, comme les Juifs dans le ghetto de Varsovie » titre *Témoignage chrétien*. Cette bouffée n'est pas née du seul récit de cette guerre ni même des massacres de Sabra et Chatila. Elle est le résultat de cette stratification par couches successives de dénonciation, de glissements sémantiques, d'attribution à Israël des mots du nazisme, voire de réhabilitation du nazisme par le blanchiment de ses crimes. Jean Edern Hallier, grande figure libertaire, littéraire et bouffonne va s'y employer avec succès. Son hebdomadaire, *L'Idiot international*, sera condamné pour injures antijuives, mais rien n'y fait, l'impertinence est de bon aloi au pays de Voltaire et les rieurs sont de son côté. Avec la publication du texte de Jean Genet, « *Quatre heures à Chatila* » préfacé par Leila Shahid, c'est l'entrée en littérature de la cause palestinienne. Le massacre est déconnecté de sa réalité historique et politique. Seule importe sa saveur morbide et cette sublimation esthétique agit comme légitimation politique ultime. L'esthétisation de la cause palestinienne fait du keffieh le symbole vestimentaire de la « tendance ». Il est politiquement d'autant plus juste de soutenir la cause palestinienne qu'elle est devenue un objet amoureux... « L'éros arabe » ajoute la séduction au combat politique. Jean Genet (dans *Un captif amoureux*), Gabriel Matzneff (dans son *Carnet arabe*), Georges Lapassade et avant eux André Gide

ou Louis Massignon développent pour le « garçon arabe » un intérêt amoureux d'autant plus fort qu'il est le symbole de la juste cause.

La rédemption du crime nazi par le meurtre révolutionnaire ou le renversement des symboles

Au milieu des années 70, en Europe, en Italie, en Allemagne et aussi au Japon, fleurit un terrorisme d'extrême gauche prétendant extirper la survivance criminelle dont la génération d'après guerre était l'héritière. A vouloir anéantir le mal dont elle était issue, les amis de Baader visaient tout ce qui selon eux, en représentait le legs. Confondant social-démocratie et nazisme, la RAF mettait cependant en pleine lumière la présence d'ancien nazis dans l'appareil du pouvoir en Allemagne fédérale. Ce que Beate Klarsfeld avait mis en scène par une gifle au chancelier Kiesinger, la RAF le pratiquait par l'assassinat de Hans Martin Schleyer. La dénazification n'avait pu éliminer la génération qui avait porté Hitler au pouvoir et pour cause : ce furent bien des bataillons entiers de gens ordinaires qui l'avaient fait élire, démocratiquement. En France, ce furent probablement les mêmes qui chantèrent « Maréchal nous voilà » pour ensuite applaudir De Gaulle sur les Champs Elysées et le préfet Papon fut reconduit dans ses œuvres par le pouvoir issu de la Résistance. Comment quitter les mythologies pour entrer dans le récit peu élégant des lâchetés collectives et des courages solitaires ? Soixante ans plus tard cette histoire n'a pas fini de s'écrire.

A-t-on seulement remarqué que les terrorismes d'extrême gauche furent d'autant plus meurtriers qu'ils s'inscrivaient dans l'héritage dialectique du fascisme italien, du nazisme allemand, ou de l'impérialisme nationaliste japonais. Fraction Armée Rouge allemande, Brigades Rouges italiennes ou Armée Rouge japonaise ont eu cette pratique commune : la rédemption du crime fasciste passait par le meurtre révolutionnaire ou la destruction de ce qui en représentait la forme substitutive. Il faut souligner cette particularité schizophrène : ces révolutionnaires vont avoir une cible privilégiée : leur radicalité purificatrice va viser Israël quand leurs aînés avaient visé les Juifs d'Europe. Ce sont des Allemands d'extrême gauche membres d'un commando germano-palestinien qui vont reconduire les gestes de nazis en triant et séparant les otages juifs des non-Juifs, lors du détournement d'un avion d'Air France sur Entebbe en juillet 1976. Ce sont des Japonais révolutionnaires qui mitraillent à tout va à l'aéroport de Tel Aviv en 1972. Ce sont des brigadistes italiens qui vont aider à la pose d'une bombe du FPLP devant la grande synagogue de Rome en 1982. Pour ces jeunes européens la figure achevée du mal fasciste se nommait Israël tandis que pour la génération d'avant la figure du mal se nommait les Juifs.

Cette centralité de la cible juive-Israël au cœur de la détestation commune de l'extrême droite ou de l'extrême gauche devrait inciter à réfléchir. C'est une des grandes caractéristiques de l'inflation commémorative à propos de la shoah : on ne dénonce jamais tant Auschwitz que l'on ne développe simultanément l'accablement radical de l'Etat juif et ceci n'a strictement rien à voir avec la légitime critique de la politique des gouvernements d'Israël. On n'honore les Juifs morts que pour mieux déshonorer les Juifs vivants. Que ceux ci soient désormais Israéliens ne change rien à l'affaire : l'imprescriptibilité de la matrice du crime majeur du xx^e siècle rend fous ceux qui sont incapables d'en assumer la charge.

« Docteur Chirac »

Nous empruntons les termes et la qualification à Yasser Arafat, tant c'est avec Jacques Chirac que sera atteinte l'apogée de la relation de sympathie pour la cause palestinienne et le monde arabe et a contrario la rupture avec Israël. Celle ci commence avec l'embargo des livraisons d'armes décidé par le Général de Gaulle. L'affaire des vedettes de Cherbourg, payées par Israël et récupérées par un audacieux coup de main la nuit de Noël 1969 va mettre en pleine lumière la duplicité de la politique étrangère d'une France désormais soucieuse de ses ventes d'armes aux pires dictateurs. De Khadafi à Saddam Hussein, tous vont profiter de la mansuétude française à leur égard. Le boycott commercial imposé par la Ligue arabe contre les pays faisant commerce avec Israël aura l'aval de Raymond Barre, tandis que Jacques Chirac n'hésite pas à vendre à Saddam Hussein, une centrale nucléaire, Osirak 1, dont les experts français connaissent parfaitement l'usage possible pour produire une bombe atomique.

Si Jacques Chirac est l'ardent défenseur des Juifs en tant que citoyens français, tel Clermont Tonnerre, il ne concède rien à la solidarité qu'ils manifestent à l'égard d'Israël. Le Président français ne comprend rien ou feint d'ignorer ce lien symbolique. Soucieux de la défense d'Israël mais l'accablant de tous les mots pour qualifier la visite de Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées-Mont du temple en septembre 2000, de « *provocation irresponsable* ». S'il est le premier chef de l'Etat à dénoncer en 1995 la part de responsabilité de « *la France* » dans le malheur des Juifs sous Vichy, il est dans le même temps celui qui provoque un incident avec la police israélienne dans la vieille ville de Jérusalem en 1996 exhibant une hostilité visible. L'hommage ostentatoire, au nom de la France, qu'il rend à la dépouille de Yasser Arafat avec Marseillaise et gardes républicains ajoute, si besoin était, au parti pris du Président français. Les Juifs ne sont considérés que comme autant de reliques à protéger des méfaits de l'extrême droite antijuive. Sur ce terrain Jacques Chirac ne souffre d'aucune ambiguïté : il s'inscrit dans un air du temps qui fait du roman trouble de

Jonathan Littell, *Les bienveillantes* un étonnant succès littéraire. La littérature sur la shoah fascine et quand un roman vient agiter quelques fantasmes sadiques il trouble davantage. La mort des Juifs, le récit détaillé de leur extermination suscite un intérêt toujours présent. Ainsi à la télévision, la chaîne culturelle ARTE programmatrait simultanément en 2000-2002 des films savants et documentés sur l'extermination des Juifs d'Europe, en alternance avec des productions concluant à l'illégitimité d'Israël, sa part criminelle et sa nocivité structurelle. C'est dans ce contexte à la fois politique et culturel que le Président Chirac, dans une interview au *Nouvel Observateur*, en février 2007, présentait comme dérisoire la menace atomique iranienne. Jacques Chirac a déclaré que, s'il avait d'ores et déjà « une ou deux bombes », l'Iran ne serait finalement pas « très dangereux ». Pourquoi ? Parce que, selon lui, les leaders de la République islamique savent que, s'ils utilisaient ces engins contre Israël, « Téhéran serait rasé ». La légèreté du propos apportera quelques modifications stylistiques. Celui qui a vendu une centrale nucléaire à Saddam Hussein ne peut pas, en miroir, considérer que l'atome puisse être dangereux. La France de Jacques Chirac aime honorer les Juifs morts, elle conteste aux Juifs vivants le droit de se défendre. Il faudra attendre l'assassinat de son ami Rafiq Harriri (en février 2005, par une faction pro-syrienne ou par des services secrets ?), pour que le Président Chirac reconsidère ses sympathies politiques. Entre temps la menace islamiste s'est fait plus précise. Le temps n'est plus où la France libérait Abou Daoud, accueillait Georges Habbache pour se soigner, ou expulsait à peu de prix Wahid Gorji. Le 11 septembre a mis en scène la brutalité de la menace et sa dimension multiple. L'engagement français contre les talibans en Afghanistan a désormais son coût en vies humaines. Le sentiment diffus d'une menace est partagé à la tête de l'Etat avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy qui a considérablement changé la perception des dangers.

« Plutôt verts que morts »

Le « signe juif » n'est plus en France et en Europe en odeur de sympathie. Tant que la part de culpabilité portée par la shoah pesait sur la conscience collective, un voile de protection enveloppait les choses juives et les protégeait à la fois symboliquement et concrètement. Les passages à l'acte anti-juifs des années 2000 puis l'assassinat particulièrement barbare d'Ilan Halimi, en tant que Juif, par un groupe ordinaire de « jeunes-de-banlieue », selon les euphémismes en cours (aussi ordinaires que pouvait l'être « un bataillon de policiers ordinaires » sous le troisième Reich, pour reprendre les mots de Christopher Browning) ont mis en pleine lumière la porosité sociale du discours anti-juif. Sommaire et pauvre intellectuellement dans le 9-3, sophistiqué et progressiste à l'école Normale

Supérieure chez les disciples d'Alain Badiou, vulgaire et obscène chez Dieudonné, le statut symbolique du « signe juif » est mis en équivalence avec celui de la croix gammée dans les manifestations pro-palestiniennes de janvier 2009 à Paris. Il y a fort à craindre que « la judéophobie des modernes » pour rendre hommage au travail de Pierre André Taguieff, soit l'horizon incontournable de notre avenir, il n'est pas radieux... Ceux qui défilent de la République à la Nation sous les oriflammes du Hamas et du Hezbollah ont fait leur choix : « Plutôt verts que morts ». Tout le plaisir est pour eux.

notes

1. L'Express 15 mars 2007. « L'Elysée l'affirme : c'est « sans consulter qui que ce soit et sans demander l'avis de personne » que Roland Dumas s'est rendu en Iran, à la fin du mois de février. L'avocat mitterrandiste y a rencontré « tous les gens qui comptent », explique-t-il – soit une dizaine de personnalités, proches d'Ali Akbar Velayati, le conseiller influent du Guide de la Révolution islamique. Que Velayati fasse l'objet d'un mandat d'arrêt international dans le cadre de l'enquête sur l'attentat, en 1994, d'un centre culturel juif argentin, à Buenos Aires (85 morts, plus de 200 blessés), ne semble guère troubler Roland Dumas : « C'est un homme raisonnable », affirme-t-il. Et d'ajouter que la possession de la bombe nucléaire par l'Iran contribuerait à la « stabilité régionale », dans ce Moyen-Orient où, selon lui, « Israël fait la loi ». Rappelons par ailleurs que Roland Dumas assistait le lundi 18 décembre 2006 dans le carré des VIP au spectacle de Dieudonné.